

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL,

Rue 25 Mai No. 67.

HONNEUR ET PATRIE !

PRIX

de

L'ABONNEMENT

3 paquets par mois.

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On s'inscrit au bureau du PATRIOTE, où on recevra les annonces, lettres et avis, depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO.

ALMANACH FRANÇAIS.

Judi 20. — Bataille des Pyramides (Égypte), par le général Bonaparte 1798.

MONTEVIDEO.

SIMPLE QUESTION.

A M. LE VICE-AMIRAL MASSIEU DE CLerval.

La mort de nos deux compatriotes, châtés éventrés et égorgés par l'ordre d'Oribe, est-elle vengée ?

JUAN MANUEL DE ROSAS.

Nous citerons, comme exemple, sa conduite avec le 17^e régiment de cavalerie, que le colonel don Isidoro Suarez formait en el Monte. Le régiment était tellement diminué par la désertion, que le colonel se vit obligé d'établir une commission militaire, chargée de s'informer, par tous les moyens possibles, de la cause du mal. Cette commission, organisée secrètement, découvrit, pour la justification du colonel, que la désertion était provoquée par Rosas, et que son agent dans ce manège criminel était la maîtresse d'une pulperia del Monte, appelée Doña Magdalena Diana, veuve de l'Anglais Arnold, et qu'un grand nombre des déserteurs étaient encore vêtus de leurs chaquetas militaires dans l'estancia de los Cerrillos, et dans les chacaras de Chaves, établissement dont le premier était une propriété, et le second, sous l'intendance de Rosas. Le colonel s'y rendit pour reformer le régiment et

marcher sur los Cerrillos; mais, comme tous ceux qui ont eu des relations avec Rosas, se sont fait illusion sur son influence dans la campagne de Buenos-Ayres, la crainte de susciter une guerre civile fit prendre au colonel la résolution d'abandonner son projet si juste et si raisonnable, et de se contenter de déposer à Buenos-Ayres les preuves de la culpabilité de Rosas, qui ont dormi jusqu'ici dans la poussière des bureaux.

Avant la chute de la présidence, en 1827, Benitez, un de ses agents, leva l'étendard de la rébellion. Le colonel Isquierdo, officier partisan de l'ordre, quoique ami de Rosas, le battit, et, après un jugement verbal, se hâta de le faire fusiller, parce que le coupable, croyant échapper à la peine capitale, en révélant ses complices, voulait donner des éclaircissements. D'autres charges résultaient du procès; mais Isquierdo en avertit le colonel Dorrego, que Benitez compromettait aussi, et Dorrego obtint que l'escrivan de la cause, son ami personnel, déchirât les feuillets de la déclaration de Benitez, où il était parlé de lui et de Rosas.

Nous sommes certains que, si Rosas a l'audace d'essayer, ce dont nous doutons fortement, une refutation à SA MANIÈRE de cette biographie, c'est-à-dire, de la combattre sans ordre, avec des phrases décomposées, avec des documents aussi respectables que les discours de Garrigos, avec des lettres concernant l'ordre que les chancelleries envoient à leurs gouvernements, avec des motifs résultant des événements domestiques qui surviennent

dans les familles royales, ou des changements personnels dans les gouvernements: il niera ce fait, comme les autres, et nous demandera ce qu'il appelle des documents. Nous en produirons quelques-uns dans le cours de cette biographie; mais, comme il s'est emparé des archives publiques et privées de la province de Buenos-Ayres, comment est-il possible que nous produisions toujours des preuves écrites? Les faits que nous rapportons dans cette biographie, ou sont, comme l'affaire de Benitez, de notoriété publique, où nous ont été rapportés par des personnes dignes de foi, et sont certifiés par le témoignage des principaux personnages de la République Argentine, avec lesquels nous avons eu des conférences à cet égard, soit à Buenos-Ayres, soit au Brésil, soit à Montevideo.

La présidence nationale de Rivadavia tomba, et, après la présidence provisoire de don Vicente Lopez, Dorrego devint, en 1828, gouverneur de la province de Buenos-Ayres. Rosas regarda cette nomination comme la manifestation d'un désir en sa faveur, quoique les services qu'il eut rendus au parti de l'opposition fussent négatifs, abjects ou deshonorants.

Lorsque le colonel Dorrego fut nommé gouverneur de la province, Rosas était déjà commandant des milices de la campagne, et non commandant général de la campagne, titre qu'il se donna depuis de sa propre autorité. Cette nomination imprudente était l'ouvrage de M. le président Lopez, quoique, dans les gouvernements constitutionnels, comme dans

FEUILLETON.

UNE HAINE A BORD.

NOUVELLE MARITIME.

VI.

L'HOPITAL.

(Suite.)

—Commandant, dit le docteur, il faut absolument les isoler. Si vous voulez le permettre, nous allons faire construire un poste en toile à voiles dans la batterie pour l'un d'eux. Ces chambres d'ailleurs sont étouffantes dans ce climat, on y manque d'air. Aussi désirerais-je que l'autre malade fût placé sous la dunette.

—Je vous autorise à tout, répondit l'officier supérieur qui se retira navré.

Peu de jours après, on appareilla pour retourner à Bourbon.

La traversée fut remplie de scènes du même genre. Bien que séparés d'un étage, les deux ennemis se sentaient à bord du même navire. Tous les soins du médecin devenaient inutiles. A peine avait-il calmé la souffrance physique de ses malades, que le mal moral les rejetait

dans leur état de démence ou de fureur; à peine les hallucinations de leurs esprits étaient-elles dissipées que la réalité rouvrait leurs plaies. La haine et la vengeance reprenaient leur empire. Les plus sombres pensées les oppriment, et bientôt la fièvre se déclarait de nouveau. Plus on approchait du terme du voyage, plus ces attaques étaient terribles et fréquentes.

On essaya de faire croire à chacun des deux que son adversaire avait succombé; mais ils ne furent point dupes de ces stratagèmes, ils auraient entendu, disaient-ils, le coup de canon d'honneur qui revient à un officier mort à la mer. Pourquoi d'ailleurs les empêcher d'aller s'assurer du fait ?

Après bien des combats intérieurs, M. de Kergal s'était décidé à ne point dresser de plainte; il profita d'un instant lucide de Jules pour lui annoncer cette détermination.

—Merci, commandant, dit l'officier, je vous rends grâce, je mourrai plus tranquille ne me sachant plus sous le coup de la loi. Ne vous récriez pas, je mourrai, il le faut; je meurs de n'avoir pu me venger et de ne plus le pouvoir; car m'est-il permis désormais de croiser le fer contre un homme qui a droit à ma vie? Elle lui appartient, commandant! Il a raison de le dire.

—Ne vous exaltez pas ainsi, mon enfant, répondit le

vieux capitaine, votre existence n'appartient qu'à Dieu et à la patrie. Calmez-vous, guérissez-vous; nous vous réconcilierons.

—Impossible! s'écria Jules.

Le délire le reprit à la seule pensée d'un accommodement.

—On m'a calomnié, on m'a insulté, on m'a craché au visage! ajoute-t-il en pleurant comme un enfant.

S'il y avait quelque chose de plus triste que le désespoir raisonné du jeune lieutenant dans ses heures de bon sens, c'était sa faiblesse lorsque la raison l'abandonnait.

Quand le commandant annonça de même à Fargeolles qu'il ne le traduirait point devant une cour martiale.

—Et M. Renaud? demanda l'enseigne.

—Pas davantage.

—J'aimerais mieux qu'il fût jugé, répliqua l'officier, car au moins il mourrait dégradé, déshonoré, bête!

—Mais vous aussi, Fargeolles, vous le seriez en même temps, reprit M. de Kergal.

—Qu'importe! répondit l'autre sourdement.

Les accès de Fargeolles ne ressemblaient pas à ceux de Jules. Sa folie était toujours frénétique, il voyait des taches de sang partout, puis il riait aux éclats.

Plusieurs fois le docteur sortit de sa chambre, terrifié par les blasphèmes inouis qu'il vomissait.

les gouvernements absolus, de pareils emplois ne soient pas compatibles avec l'ordre public, la position respectable, la force de l'autorité, et l'obéissance qui lui est due. Ordinairement, ils impliquent la création d'un second chef de l'état, qui commande plutôt que le premier, et qui le menace constamment. Après la révolution française, en 1830, il exista pendant quelques mois un commandement général des gardes nationales de France; ce commandement fut confié à Lafayette, mais bientôt il fut supprimé. La preuve de l'inconvénient d'institutions semblables, c'est que ceux-là même, qui les suppriment, montent à la première place de l'État, après en avoir profité. Ainsi en est-il advenu avec Rosas, qui s'est bien garde de nommer ni un commandant général des milices de la campagne, ni un commandant général de la campagne.

Le colonel Dorrego rencontra cet obstacle qui entravait l'administration régulière, et, avec cette pénétration qui lui était propre, il répéta plusieurs fois à ceux qui lui parlaient de la mauvaise disposition de l'armée nationale, qui revenait sur le territoire argentin, la paix étant faite: "J'ai à combattre deux conspirations; celle de la ville et celle de la campagne; faisant allusion, par ce mot de CAMPAGNE, à Rosas qu'il connaissait bien."

Rosas, cependant, travaillait à une conspiration contre Dorrego. Sachant qu'il était arrivé au Rio Salado un bâtiment chargé d'armes, il s'adressa au gouvernement, lui demandant de donner l'ordre au commandant de ce point, de lui délivrer quelques armes dont il avait besoin. Le ministre de la guerre de Dorrego, passa une note au commandant du Salado, en lui ordonnant "de délivrer au commandant général des milices les armes dont il avait besoin." Il donna copie de cet ordre à Rosas, et Rosas, abusant de la manière vague dont il était conçu, fit ôter du navire presque tout le chargement, et arma presque tous ses partisans dans la campagne. Ce fut alors qu'eurent lieu, sous son influence, les réunions de la LAGUNA DEL SARTEN, où se devait former une

Lorsqu'on arriva à Bourbon, Jules et Fargeolles étaient semblables à deux spectres. La traversée avait été remplie par les actes sinistres d'un drame qui devait naturellement aboutir à l'hôpital de Saint-Denis, où les deux adversaires furent successivement envoyés le jour même du mouillage.

L'enseigne, lié sur un cadre, fut accompagné par le chirurgien-major. Tandis qu'il était encore suspendu au-dessus du bord par les cordes qui servaient à le descendre dans la chaloupe, il se tourna vers l'équipage en hurlant:

—Haine et misère sur vous tous! que le navire sombre! qu'aucun de vous ne revoie jamais le port!

Tels furent ses adieux que les marins accueillirent avec indifférence et dégoût.

Mais quand Jules Renaud, pâle comme un cadavre, se trouva à son tour dans la même position, quand on le vit promener ses yeux éteints sur ses amis du gaillard d'avant, une douloureuse émotion serra tous les cœurs.

—Nous avons eu tort, murmurèrent les anciens; nous aurions dû le laisser débarquer. Pauvre Franc-Cœur! brave officier! C'était un matelot, celui-là, et un vrai!

On vit alors monter Gausnard qui avait à peine paru sur le pont de bois le départ de Pondichéry. Il donna une poignée de main silencieuse à ses meilleurs camarades, et s'éleva avec Papillon le malheureux lieutenant qui essaya

armée rebelle destinée à proclamer la chute de Dorrego.

(La suite au prochain numéro.)
A. DELACOUR
traducteur.

Nous avons dit, et nous ne saurions trop le répéter, que le système de Rosas est le renversement de toutes les idées sociales reconnues. Au milieu de nations en progrès, la Confédération Argentine n'est pas seulement un anachronisme, une anomalie, c'est une faute politique qu'il est du devoir des états plus éclairés qu'elle de corriger promptement.

Dans le siècle où nous sommes, les nations ne peuvent vivre que l'une par l'autre, parce que la politique moderne n'admet plus l'isolement des peuples. Le seul pays auquel on permit encore de suivre cette marche anti-sociale était le Paraguay, sous la dictature de Francia, et sa position géographique explique assez l'insouciance des grands pouvoirs à l'égard de cette république.

Il n'en peut être ainsi des nations placées sur un littoral ouvert à toutes les mers. Les populations ne peuvent exister que par le commerce; et la surabondance d'hommes, surtout en Europe, où grâce à Dieu on comprend aujourd'hui que les guerres n'ont jamais tourné au profit de personne, rend les relations commerciales indispensables au bien-être commun. — Les Amériques sont d'une ressource immense parce qu'elles consomment et ne produisent pas les articles dont regorgent les marchés si industriels de l'ancien hémisphère — mais la consommation devient nulle du moment que la guerre appelle tout le monde sous les drapeaux. Les états européens ayant des armées organisées, les guerres, d'ailleurs, n'y pouvant être générales, les souffrances qu'elles amènent ne s'y font jamais sentir aussi vivement qu'en Amérique où chacun devient soldat lorsqu'il faut combattre, puisque chaque état entretient à peine quelques centaines de milices en temps de paix. En Amérique, d'ailleurs, les frontières n'étant pas gardées, l'intérieur n'étant protégé ni par des places fortes, ni par des villes peuplées, aussitôt que les armées se menacent, il y a ruine totale pour le pays — ruine de la part des agresseurs qui ne respectent rien, ruine de la part des peuples envahis qui enlèvent par là les ressources à leurs ennemis. Tout le monde en souffre; les étrangers dans une proportion considérable par suite de la manière dont les affaires se font en Amérique. On sait bien que les crédits accordés aux personnes qui trafiquent avec l'intérieur sont extrêmement prolongés, pour ainsi dire indéfinis, puisque les comptes ouverts roulent toujours: il est donc du devoir des nations étrangères de maintenir la paix entre les états américains.

Si la question commerciale est déjà d'un si haut intérêt, quelles obligations n'imposera pas aux grandes puissances

d'agiter son bras en signe d'adieu.

Les matelots se découvrirent; de grosses larmes glissaient sur leurs joues hasardées.

Nol ne prit garde à Papillon, car tout le monde avait les regards fixés sur son maître, et cependant le petit mousse était bien changé. A sa physionomie enjouée, à son air riant, à sa vivacité pétillante, à ses fraîches couleurs, avaient succédé une pâleur mortelle, une morne tristesse.

La chaloupe déborda pour la seconde fois; l'équipage la suivit des yeux jusqu'à terre.

M. de Kergal et Desbagnes, l'un à côté de l'autre sur la dunette, faisaient comme les mats otés. Un silence funéraire régnait d'arrière à l'avant de la corvette.

—C'était un digne jeune homme! dit le commandant, à qui le capitaine d'armes avait fini par révéler tout ce qu'il était possible de savoir des relations passées, de la rivalité et de la haine réciproque des deux officiers.

A l'hôpital, Fargeolles fut placé dans une salle et Jules dans une chambre réservée. Chacun d'eux pouvait croire que son ennemi était resté bord.

Un mieux sensible se fit remarquer presque aussitôt dans l'état de Fargeolles.

Quant à Jules, il ne délirait plus, mais ses forces étaient épuisées; il avait des palpitations de cœur et des élancements dans le cerveau; le ressort de la vie semblait

la question humanitaire? Au 19^e siècle, on ne saurait pas impunément aux pieds les droits des peuples; et c'est les méconnaître que de permettre des actes de carnage comme celles que les Amériques ont vu se renouveler pendant tant d'années. Lorsque les Métropoles envoient au loin des agents accrédités par elles et dont elles font leurs représentants, leur but est sans doute de donner des garanties positives à ceux de leurs sujets qui vont exercer leur industrie dans les pays étrangers. Sans doute aussi, lorsque ces agents sont expédiés, leur intelligence, leurs capacités ont été reconnues. Des instructions leur sont données, mais en dehors de ces instructions, qui ne peuvent être conçues qu'en termes généraux, leur jugement et leur expérience doivent répondre des obligations qu'on leur impose. Il serait absurde d'admettre qu'on les rend arbitres des destinées des nations au milieu desquelles ils viennent s'établir, mais il ne le serait pas moins de supposer qu'on leur interdit la faculté de devenir médiateurs, lorsque les circonstances peuvent exiger leur intervention. C'est surtout dans les Etats Américains que leur influence devient plus souvent nécessaire, parce que ces états sont jeunes encore et qu'on ne peut exiger d'eux l'expérience gouvernementale que les vieilles monarchies européennes n'ont conquise que par des sacrifices de temps, d'hommes et d'argent. Il leur a fallu des siècles pour arriver à la civilisation qu'elles ont atteinte, et au milieu de laquelle cependant surgissent encore à chaque instant des passions difficiles à comprimer. Que sera-ce donc des Amériques, pays pour ainsi dire vierges, où les hommes, comme les choses, sortent à peine, pour la plupart, des mains de la nature, si les représentants des lumières, de la sagesse, des idées civilisatrices et humanitaires, ne les aident de leurs conseils, ne les guident par leur expérience?

Ces idées générales sur les devoirs des nations européennes envers les états de l'Amérique du Sud nous amèneront naturellement à traiter la question particulière au Rio de la Plata; nous nous en occuperons demain.

EXTRAITS DU NACIONAL.

De la ligne, 1^{er} juillet 1843.

Les esclaves émancipés par la loi de décembre dernier se comportent d'une manière digne des plus grands éloges, et répondent avec enthousiasme et bravoure à l'acte solennel de justice accompli par ladite loi; je crois que le moment est arrivé de proclamer LA LIBERTÉ ABSOLUE DES ESCLAVES DES DEUX SEXES.

V. E. comprendra facilement les raisons qui rendent cette mesure nécessaire, et j'ai la confiance que vous en donnerez connaissance au gouvernement, qui, je l'espère, leur accor-

répondra en lui.

Gausnard et Papillon avaient obtenu de continuer à lui servir d'infirmiers; ils partageaient ces soins avec une œur de charité qui s'efforçait de détacher de son cœur la haine dont il mourait.

Jules souriait faiblement, par reconnaissance, puis fronçait les sourcils et retombait sur son oreiller.

Papillon comprit qu'il n'y avait plus qu'un remède à cette affreuse maladie morale; il courut à l'habitation de la Rizière. Déjà le bruit de la catastrophe s'était répandu dans l'île. Quand le mousse parut, l'administrateur et sa fille l'interrogèrent avec empressement.

—Venez vite le voir, mademoiselle, répondit-il, venez essayer de le calmer; mon pauvre maître, il est à l'hôpital, mourant!

Il ne peut poursuivre, ses sanglots étouffaient sa voix.

Antonie se détourna vers sa mère, comme pour dire: Noyez votre œuvre! Ce reproche muet prouvait que l'amour de la jeune fille pour Jules l'emportait décidément sur toutes les suggestions contraires. Les yeux baissés de larmes, elle pria M. de la Rizière de la mener voir celle que désormais elle appelait hautement son fiancé.

Mme de la Rizière ne fit aucune observation, la pauvre femme éprouvait de sincères regrets de ce qui s'était passé. Elle prit Papillon à l'écart.

(La suite au prochain numéro.)

dera l'attention qui leur est due, et qu'il se hâtera de réaliser cette mesure, que j'ose demander au nom de l'armée, de la justice et de la morale publique.

Que Dieu vous garde nombre d'années.

Jose Maria Paz.

A. S. E. M. le ministre de la guerre et de la marine.

Mardi, à 5 heures de l'après-midi, est débarqué dans cette capitale S. E. M. le ministre de S. M. I., résidant auprès de cette république, l'honorable don Juan Lins Vieira Canasansao de Sinimbu. Les antécédents distingués de S. E., comme député de la chambre temporaire du Brésil, dont il était l'un des meilleurs orateurs, et ses qualités personnelles permettent d'attendre d'excellents résultats de la mission de S. E. pour resserrer les liens qui existent entre cette république et l'empire du Brésil. S. E. est appelée à rendre de grands services à son pays et à la nation orientale, dont l'indépendance de tout pouvoir étranger est, par l'acte fondamental de son indépendance, sous la protection de l'honneur brésilien.

FRANCE.

—La commission du tombeau de l'empereur Napoléon vient de décider :

1. Que le baldachin à colonnes dorées du maître autel de l'église des Invalides serait démolie et supprimé ;
2. Que la statue équestre de l'empereur serait placée sur l'esplanade, au lieu d'être élevée au milieu de la cour Royale, ainsi que l'architecte l'avait projeté ;
3. Et que l'empereur porterait son costume historique et non le costume romain, comme le voulait M. Marochetti.

{J. de Havre.}

—Le *Moniteur* viennois signale en ces termes une découverte fort importante, si les espérances qu'elle fait concevoir viennent à se réaliser :

« Un de nos compatriotes, M. Bousau (Benoit), ex-teinturier, vient de découvrir un mordant nouveau, qui fixe le campêche sur la laine d'une manière assez permanente pour que des laines étant teintes en bleu, et passées ensuite sur la cuve, la nuance première n'en soit pas altérée. Si ce procédé réalisait les espérances de son auteur, il ne serait pas impossible d'obtenir une teinte de bleu de roi solide, à un prix moitié moindre que celui payé jusqu'ici. Suivant l'auteur de la découverte, le dosage au moyen de la couleur fixe et solide de l'indigo suffirait pour diminuer l'action de l'air sur le campêche, colorant fugace de sa nature. »

« Espérons que ces prévisions se réaliseraient : notre pays et la France entière seraient ainsi exonérés de l'importation d'une masse d'indigo égale à millions par an. »

« Pour s'assurer la priorité de cette découverte, M. Bousau a déposé à la chambre consultative de commerce de notre ville des échantillons de laines teintes d'après son procédé. »

« Un rapport sera demandé à cette chambre quand des laines ainsi teintes auront subi toutes les opérations de la fabrication. C'est alors seulement que M. Bousau appellera l'attention du gouvernement et des industriels sur sa découverte. »

—La séance royale d'ouverture des cortés a eu lieu le 3 avril, à Madrid, avec le cérémonial accoutumé. La reine y assistait, mais le discours a été lu par le régent. Ainsi qu'on l'avait annoncé, ce discours est très peu étendu,

et il semble que l'orateur s'est étudié à le rendre aussi insignifiant que possible. Nous aurons indiqué tout ce qu'il contient, en disant qu'après avoir déclaré que depuis la précédente législature aucune altération notable n'est survenue dans les relations avec les gouvernements des autres pays, il promet des réformes judiciaires et financières. « Les cortés, dit le régent, comprennent trop bien l'importance du crédit, pour ne pas donner leur puissant appui aux mesures qui leur seront proposées dans le but de l'améliorer. »

Le régent se félicite de la paix et du bon ordre qui régissent dans la monarchie, et termine en ces termes : « Lorsque S. M., à l'époque fortunée qui approche, prendra en mains les rênes du gouvernement de son peuple, qu'elle ne rencontre aucun obstacle au bien que prépare son cœur généreux, et puisse elle, dans les bénédictions et les applaudissements qu'elle entendra autour d'elle, recueillir le fruit plus précieux de nos soins et de nos sacrifices ! »

Après ce discours, S. M. et le régent se sont retirés. L'infant D. Francisco n'assistait pas à la séance.

On s'attendait à des débats orageux sur la vérification des pouvoirs, et l'on croit que le cabinet se retirera dès que la chambre des députés sera constituée.

Quelques personnes attribuent l'insignifiance du discours qui a été prononcé à l'impossibilité où l'on s'est trouvé d'arriver à une meilleure rédaction, dans l'état de division où se trouve le ministère.

Nous recevons, avec le discours du trône, un décret du 3 avril qui affecte exclusivement au paiement des arrérages de la rente 3 p. 0/0, à partir du 1er janvier prochain, premièrement le produit intégral des mines d'Almaden ; 2o vingt millions de réaux sur les revenus de Cuba, et 3o quatre millions de réaux sur la vente des bulles.

Tout cela est fort bon sur le papier ; mais combien de fois n'a-t-on pas fait de ces promesses sans les tenir !

{Commerce.}

Nous avons annoncé la communication de l'ultimatum de la Russie faite à la Porte. Le *Journal de Constantinople* du 6 avril dit en termes généraux que la Porte est pénétrée de l'importance de la question et fera ce qui convient pour la résoudre d'une manière satisfaisante. On peut, du reste, juger de l'effet produit à Constantinople par cet incident diplomatique, en lisant la lettre suivante que nous apporte le *Sud*, reçu aujourd'hui par voie extraordinaire :

« Constantinople, 7 avril. »

« Depuis longtemps la diplomatie ne s'était si vivement émue que maintenant. C'est que depuis longtemps aussi elle n'avait eu un sujet aussi grave de s'émouvoir. La question de Servie préoccupe tous les esprits, agite tout le monde, le public comme la diplomatie. C'est qu'elle touche aux intérêts les plus graves, les plus vitaux qui aient été soulevés depuis longtemps. L'Europe entière y est intéressée, de sa solution dépend peut-être le sort de la Turquie, l'avenir de l'Europe ; on le sent bien ici, mais malheureusement en Europe on semble n'avoir pas approfondi la question et apprécié le véritable degré de gravité qu'on doit y attacher. Quoi qu'il en soit, ce différend ne fait que s'aigrir de plus en plus, et il est parvenu à un degré de gravité vraiment alarmant. C'est dans cette question surtout que l'élément destructeur de la Turquie s'est dessiné avec toute son énergie, sa volonté ferme et immuable, en présence de l'élément conservateur, faible, hésitant et irresolu. »

« La question valait cependant bien la peine que l'Europe pri une décision. C'était une admirable occasion pour elle de prouver qu'elle avait un système arrêté, une politique formée, de prouver en un mot que le traité du 13 juillet n'était pas une lettre morte, que l'on voulait le maintien de la Turquie, sinon par sympathie, car elle ne fait rien pour en inspirer, du moins par politique, dans l'intérêt du repos de l'Europe. On n'a pas jugé le moment favorable ; on a grand tort ; l'occasion est à jamais manquée, le mal est fait, et sir Stratford-Canning, qui a bien jugé la question, disait ces jours-ci : que son gouvernement se repentirait un jour, prochainement peut-être, de n'avoir pas partagé ses vœux, de n'avoir pas prêté main-forte à la Porte de concert avec la France. C'est qu'il a calculé toute la portée des conséquences qui vont résulter

de la faiblesse de l'Europe en présence de l'attitude impudente, énergique, menaçante de la Russie qui mène ses affaires et marche à son but avec une fermeté de volonté et une rapidité effrayantes. »

« La conduite de l'Autriche dans cette question n'est pas moins déplorable ; décidément la raison du doyen des diplomates commence à s'affaiblir : après avoir fait la révolution de Servie, en envoyant le général H. à Belgrade uniquement pour servir le chef au parti des factieux qu'il a reçus chez lui en grand uniforme autrichien et dirigé dans leurs mouvements ; après avoir reconnu plusieurs fois le droit de la Porte dans cette question, il vient maintenant d'envoyer des instructions à son chargé d'affaires ici pour lui enjoindre de se prononcer en faveur de la Russie, et de tâcher de décider la Porte à satisfaire les exigences du cabinet de St. Pétersbourg. L'Allemagne qui devrait s'entendre avec l'Europe pour opposer une barrière à la Russie, sinon pour la refouler vers le nord, favorise au contraire ses projets envahissants. Elle ne calcule pas la gravité du danger qu'il y a pour elle à voir la Russie occuper la Servie, la Belgique, la Valachie, en un mot les provinces du Danube, et pourtant c'est là le résultat inévitable qu'elle favorise par sa politique. Pour justifier sa conduite versatile dans cette question, le prince de Metternich dit que le gouvernement turc s'est mouvé depuis quelques temps, si malveillant, si arrogant envers les différents cabinets d'Europe, qu'il est indigne des bonnes dispositions et de l'appui d'aucun d'eux. »

« Nous ne croyons pas que M. de Metternich se laisse dominer par les passions, et qu'il sacrifie les intérêts de la haute politique aux ressentiments qu'on peut exciter en Autriche la conduite du divan dans l'affaire des bateaux à vapeur autrichiens. Le cabinet de Vienne a été fidèle à sa politique étroite, méticuleuse et timorée ; elle a reculé devant l'attitude menaçante de la Russie, voilà le fin mot de la chose. Cependant, il paraît que le chargé d'affaires d'Autriche, après avoir donné communication au divan de ses instructions, s'est rendu chez sir Stratford Canning pour lui insister de la teneur des dépêches qu'il venait de recevoir et de la démarche qu'il venait de faire auprès du divan pour l'engager à céder. Cette communication fut un coup de foudre pour le représentant britannique, qui, dans son excès de mauvaise humeur et d'emportement frappa sur une table qui se trouvait près de lui et renversa plusieurs pots de fleurs qui se trouvaient dessus (historique). Un courrier extraordinaire a été expédié à trois heures de matin à Londres par l'ambassadeur britannique ; mais la partie est perdue ; la Russie peut considérer son triomphe comme assuré ; tous les efforts sont vains maintenant, la Porte sera forcée de céder, quoique jusqu'ici elle n'ait rien dit encore qui puisse autoriser à le croire. »

« Dans l'état actuel de la question, la résistance de sa part serait une folie, un coup de désespoir qui mettrait l'Europe, l'Autriche surtout, dans une position fort embarrassante. Verrait-on sans s'émouvoir une armée russe envahir le territoire ottoman ? Cependant nous ne pouvons pas supposer que le devant ose jouer un jeu si gros ; le sultan aime encore mieux son pouvoir nominal, avili, il est vrai, foulé aux pieds par l'empereur Nicolas, mais qui lui procure pourtant les douceurs matérielles de la vie, que de s'exposer à s'en voir priver totalement, il destituera le prince qu'il a nommé confirmé, investi ; il obéira aux ordres de l'empereur Nicolas et sera dorénavant l'esclave des volontés de son terrible voisin. » (Commerce.)

NOUVELLES DIVERSES.

—Il a été déposé par la banque de Havre, à bord du navire le *Zampa*, capitaine Lepelletier, une somme de 40 mille francs, second envoi fait par cette ville aux victimes de la Guadeloupe.

—Le roi a nommé le lieutenant général Baudrand, pair de France, gouverneur de S. A. R. Mgr le comte de Paris, prince royal. S. M. a aussi nommé M. Regnier, professeur de rhétorique au collège de Charlemagne, instituteur du jeune prince.

—M. le ministre de la marine a envoyé l'ordre au préfet maritime de Brest d'expédier deux bâtiments de l'état pour Haïti, afin de protéger les résidents français.

REMATES.

POR PATRICIO VAZQUEZ.

De lea y bebidas.

El viernes 21 del presente, á las once, en su caso, se venderán muchos canastos de loza, bebidas y otros artículos de almacén, cuyo pormenor se anunciará por carteles.

POR EL MISMO,

De loza, terralla y bebidas.

El viernes 21 del corriente á las once, en su casa calle de Misiones, antes del Muelle, número 117, se venderán por muestras muchos canastos de rica terralla y de loza, recién desembarcados y de las hechuras más modernas; se rematarán á los mejores precios, en lotes, al gusto de los compradores, y cuyo surtido es de platos finos y ordinarios, estendidos y hondos, fuentes de varios tamaños, odas y estandidas, sopas surtidas, palanganas, id., teteras id., jarros, azucareras, mantequeras, juegos café &c. &c.

Al mismo tiempo: vinos encajonados de diferentes clases, cerveza blanca y negra, damajuanas de jinebra, tarros de dulce y muchos otros artículos.

AVIS DIVERS

AVIS.

On demande une domestique française, rue Ituzango N^o 32.

AVIS.

Madame Chastelet, ayant transporté son magasin de la rue de los Castellanos, á la rue del Rincon, n. 143, á l'honneur de prévenir le public qu'elle continuera, comme par le passé, à confectionner tous les objets de mode, remettra à neuf les marabouts; l'on trouvera en outre chez elle un assortiment complet de parfumeries, de mercerie et de lingerie.

AVIS.

Les personnes qui devront pour comptes, billets ou á quelque titre que ce soit, au sieur Pierre Boulicot boulanger, sont prévenues, que s'ils en payent le montant ils se vertont contraints par voie de droit envers ses créanciers á payer une seconde fois.

ADJ. LEGIONS ETRANGERES.

Démonstration de la répartition des terrains offerts.

Le gouvernement de la république et les chambres ont décrété avec force de loi, que la présente guerre terminée, il serait donné en propriété et á titre de récompense aux légions française et italienne; et á tous les étrangers qui s'armèrent comme elles, VINGT LIEUX DE TERRAINS DE PROPRIÉTÉ PUBLIQUE SUR LE LITTORAL DE LA REPUBLIQUE. — Remarquons en passant que c'est sur le littoral, c'est-á-dire sur les côtes de la république, où les terrains ont une plus grande valeur. Il leur a été promis également 50,000 têtes de bétail.

Laissez de côté l'examen de la répartition de ce bétail, dont le calcul est très facile, je le ferai seulement á l'égard des terrains.

Chaque lieu de terre dans le pays contient soixante cadres de hauteur et soixante cadres de base; ce qui fait 3,600 cadres en superficie ou carrés; cette somme multipliée par 20, qui est le nombre de lieues, donne un total de 72,000 cadres carrés. Eh bien! En supposant que les légionnaires étrangers soient au nombre de 3,600, chaque individu aura indubitablement pour sa part environ dix-sept cadres de terrains. Pour peu que cela vaille, on peut calculer que chaque varre carrée vaut un réal, la valeur en est beaucoup plus élevée, puisque nous avons vu M. Lafone vendre á deux réaux (argent) la varre carrée de ses terrains á la barra del Pantano. Chaque cadre contient 10,000 varres carrées, les dix-neuf cadres font 190,000 varres, qui á un réal, présentent une valeur de 23,750 piastres; récompense magnifique assurément quand même on en diminuerait la valeur de moitié,

en calculant á un demi réal la varre, puisque cela produirait encore environ 12,000 piastres pour chaque individu. Si l'on joint á cela le produit qui sera tiré d'une aussi grande étendue de terrain par plus de 3,000 hommes laborieux, la valeur morte á une hauteur prodigieuse. Chaque soldat aura obtenu cette récompense, en défendant sa vie contre les couteaux des égorgeurs, qui ont juré d'exterminer les étrangers et leurs familles; il aura de plus conquis pour toujours l'amitié et l'estime d'un peuple généreux et reconnaissant.

Ma démonstration mathématique est, j'en suis sûr, claire et vraie.

Un ami des Légionnaires.

AVIS.

L'ex-commandant des Volontaires de la Liberté, prévient tous les individus ayant fait partie dudit corps, qu'il n'a pu jusqu'à ce moment recevoir la solde qui leur est due; mais que, pour éviter leurs réclamations, il les prévient par la même voie, du jour, du lieu ou de l'heure où ils devront se présenter pour recevoir ce qui leur est dû.

Le commandant.

Adre. Barrere.

VENTE.

On désire vendre á Buenos-Ayres l'établissement de serrurerie et armurerie de messieurs Richaud et Demet, situé rue de la Fédération Plate, á 2 1/2 cuadre de la place de la Victoire.

On vendrait séparément l'atelier de serrurerie avec ses dépendances, ou bien les deux ensemble.

S'adresser á Montevideo, rue de los trenta y tres, au magasin de meubles, en face du café du Commerce.

Changement de domicile.

La lithographie de l'Etat, a transféré son domicile de la rue de las Cámaras á celle du 25 de Mayo, n. 221, au 1er étage de la maison de MM. Villarda et Arnaud marchands tailleurs.

La protection que le gouvernement a daigné prêter á ce nouvel établissement est une preuve qu'il n'épargnera aucun soin pour satisfaire les personnes qui désireront l'occuper en tout ce qui concerne cette profession; soin, promptitude et prix modérés.

Changement de domicile.

Madame Mortet accoucheuse vient de transférer son domicile de la place de la Constitution á la rue du 25 Mai, n. 121, où est le magasin de MM. Villarda et Arnaud marchands tailleurs.

Se alquila un cuarto de alto, con muebles ó sin ellos para hombre solo, con ventana en la calle del 25 de Mayo; en esta imprenta del Patriota frances durán razon.

On trouvera á l'imprimerie du Patriote réunis dans une feuille la arcañal-e, le Chant du Départ, le Veuilons au salut de l'Empire et la Parisienne.

Une nourrice française dont le lait n'a que quinze jours, désire trouver un enfant pour nourrir chez elle, s'adresser á côté du café de l'Immortel, chez M. Jean Julien á la pasteria.

CHIEN PERDU.

Un chien de six mois, poil long et blanc oreilles rouges, le dessous du cou rasé. La personne qui le ramènera, rue du Cerrito n. 152 ou qui pourra donner connaissance de la personne qui le retient recevra une bonne récompense.

Celui qui aurait un billard et voudrait louer avec tous les ustensiles nécessaires, peut s'adresser chez M. Mathieu, rue de Buenos Ayres, n. 232 et 231.

AVIS.

On demande un gargon de café. S'adresser au café Labastido au Muelle.

La lithographie de monsieur Giolis a repris toute son activité, sous la direction de la dame de la maison, en attendant que lui monsieur Giolis, puisse, libre par la cessation des affaires du pays, affaires auxquelles il donne tout son temps, reprendre les rênes de la maison.

Il a attaché á cette lithographie un jeune homme capable de faire toutes les écritures et dessins pour l'impression. Ainsi, les personnes qui voudront bien continuer de donner á cette maison le travail qu'elles auront á faire dans ce genre, peuvent s'y adresser, en confiance d'être servies avec toute la ponctualité possible, attendu que cette dame s'en occupera spécialement.

ARMES DE CHASSE ET DE GUERRE.

Nous nous empressons de prévenir les amateurs que nous avons vu, chez M. Domergue Coste aîné, maison Lavalleya, des fusils de chasse et de guerre, au moyen desquels on peut tirer 10 á 12 coups á la minute. Au moyen d'un procédé ingénieux, ces fusils qui se chargent par la culasse, se chargent comme les fusils ordinaires, dans le cas où l'on manquerait de cartouches.

Les prix de ces fusils ne sont pas plus élevés que ceux á système ordinaire.

AVIS IMPORTANT.

Maison d'éducation des demoiselles Lencor, rue Sarandí, autrefois San Carlos, 90.

L'une de ces dames á l'honneur de prévenir les personnes qui désireroient apprendre la grammaire française et l'espagnole, l'arithmétique, la géographie, l'histoire etc., qu'elle peut disposer de quelques heures pour donner des leçons particulières á domicile ou chez elle. Le succès qu'obtiennent tous les jours les élèves de ces dames, dans leur institution, leur sont un sûr garant de la confiance qu'on voudra bien leur accorder, confiance qu'elles s'efforceront de mériter de plus en plus.

AVIS.

Maison Honore Gasparin, platero, rue del Rincon, on achete or vieux, argent et cuivre.

POUR LE HAVRE.

Partira pour la dite destination et par engagement á la fin de ce mois de juillet, le navire français Mathilde, de bonne construction et bon voilier, double et cheville en cuivre sous le commandement du cap. Bernard; ayant grande partie de son chargement arrêté. Il prendra encore quelques marchandises pour se compléter, ainsi que des passagers qui seront très bien traités. Pour les conditions, s'adresser á monsieur de Gercs, rue de Buenos Ayres n. 1511.

Le Gerant, Jh. REYNAUD.

Imprimerie Constitucional, Rue de las Cámaras No. 34.